

Juin 2020 - # 6

SOMMAIRE :

**P.2. DIDIER RADULT UN
MESSIE AU SERVICE DE L'
EXTRÊME DROITE ?**

**P.3. LES RÉSURGENCES DU
BASTION SOCIAL**

**P.4. LA CAGOLE, UN
FASCISME À LA FRANÇAISE.**

**P.4. A BREST COMME
AILLEURS L'EXTRÊME
DROITE N'EST PAS LA
BIENVENUE**

SYNDICALISTES, DONC ANTIFASCISTES

Le 5 juin 2013, à Paris, Clément Méric, syndicaliste à Solidaires étudiant-e-s et militant antifasciste, tombait sous les coups de skinheads néo-nazis (bone heads).

La vérité a été dite publiquement sur les circonstances de la mort de Clément et la dimension politique de ce crime a été clairement mise en évidence. Il ne doit pas y avoir d'impunité pour les crimes fascistes.

À l'issue d'un premier procès, deux des trois agresseurs de Clément Méric ont été condamnés à 7 ans et 11 ans de réclusion criminelle. Leur défense qui renvoyait dos à dos extrême gauche et extrême droite a été réfutée. Le procès en appel, prévu en décembre 2019, puis repoussé à avril 2020 n'a pu se tenir pour cause de pandémie.

Clément est mort pour ses combats : il luttait pour le progrès social et contre toutes les formes d'oppressions ; c'était insupportable pour ses agresseurs. Profondément antifasciste, il est mort d'avoir refusé de baisser les yeux.

Dans un contexte de criminalisation des mouvements sociaux et des militant-es, il est important de rappeler que c'est l'extrême droite et ses idées qui violentent, blessent et tuent partout en

France, et dans le monde, hier comme aujourd'hui. Le fascisme est un poison : la résistance antifasciste doit continuer à s'organiser.

Le fascisme doit être combattu partout, dans les universités comme sur les lieux de travail, dans la rue comme dans les discours.

Les combats de Clément Méric sont toujours d'actualité : les lois anti-immigré-es, les réformes antisociales de Macron, les violences policières dans des quartiers populaires et les discriminations structurelles nous rappellent que le racisme et l'autoritarisme sont toujours bien ancrés dans les institutions.

Nous continuerons de lutter contre les politiques de casse sociale qui font le jeu de l'extrême-droite. Et nous n'accepterons aucun compromis avec les thèses et discours d'extrême droite, quels que soient ceux qui les véhiculent.

À l'heure où Trump veut déclarer « terroristes » les antifascistes, à l'instar de propositions de Marine Le Pen et d'autres politicien-nes français-es, nous le répétons : il ne peut y avoir aucun compromis avec l'extrême droite. Alors oui, syndicalistes Solidaires, nous sommes antifascistes !



LA HORDE, UN OUTIL MILITANT INDISPENSABLE

En proposant un point de vue antifasciste sur l'actualité nationale et internationale, en collaboration avec les sites militants qui le font déjà, et en contrepoint des médias traditionnels ;

En relayant et en participant aux initiatives antifascistes de terrain, et en mettant à disposition du matériel antifasciste d'hier et d'aujourd'hui ;

En mettant à disposition des outils pour mieux comprendre les différentes organisations et les différents courants de la galaxie d'extrême droite ;

En proposant à toutes celles et tous ceux qui veulent agir contre l'extrême droite de commenter, augmenter, corriger et partager les informations du site et d'en proposer de nouvelles...

La Horde est un site indispensable pour toutes celles et ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et ses alliés :



lahorde.samizdat.net lahorde@samizdat.net

DIDIER RAOULT, UN MESSIE AU SERVICE DE L'EXTRÊME DROITE ?

Le personnage de Didier Raoult, et le traitement à base d'hydroxychloroquine prodigué aux patient-es de l'Institut hospitalo-universitaire (IHU) Méditerranée infection ont enflammé les médias et les réseaux sociaux durant toute la période du confinement. Jamais un traitement médical n'aura autant fait le buzz. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le sujet fait encore rage et le virus va certainement occuper nombre de chercheuses et de chercheurs pendant encore un bon moment.

Solidaires n'est pas un labo de recherche médicale et c'est pour cette raison que nous nous garderons bien de prendre position sur la ou les façons par lesquelles le corps médical va traiter l'épidémie de Covid 19. Par contre, Solidaires mènera le combat pour que la recherche médicale puisse avoir les moyens nécessaires pour protéger la population mondiale de ce fléau et veillera à ce que l'industrie pharmaceutique ne profite pas de la situation pour faire des profits.

Pour autant, même si nous ne sommes pas des scientifiques, il nous semble fondamental de voir comment l'extrême droite s'est emparée du sujet pour pouvoir diffuser son venin. C'est ainsi que nombre de médias d'extrême droite ont érigé le professeur en héros en lui vouant un culte quasi mystique.

Un professeur proche du peuple ?

Le professeur, qui n'est pas en odeur de sainteté avec ses collègues chercheur-euses, a réussi à faire croire qu'il était le seul détenteur de la solution qui permettrait de venir à bout de cette crise sanitaire. C'est une des raisons qui fait qu'il est adulé par certaines pages Facebook administrées par une frange des Gilets jaunes. Le fait qu'il exerce en province a certainement participé à cette image du « seul contre des chercheur-euses parisiennes forcément cul et chemise avec l'industrie pharmaceutique ». En défendant l'efficacité d'un traitement basé sur un vieux médicament, l'image du professeur anti-système qui se battrait pour le bien de tous contre l'industrie pharmaceutique s'est progressivement construite autour de la personne de Didier Raoult. Il n'a pas encore été canonisé mais nombre de personnes voient en lui une icône dont l'aura est internationalement reconnue. Les marseillais-es ont même vu un camion publicitaire parcourir leur ville sur lequel on pouvait voir le portrait de celui dont on veut faire un messie et lire le message : « Marseille et le reste du monde vous aiment et vous soutiennent Professeur Raoult. »

Opportunisme électoral.

Période électorale oblige, une quantité phénoménale de personnalités politiques ont rejoint le concert de louanges fait au professeur Raoult. Et on peut constater que le champ de ses soutiens de circonstance a été très large puisqu'il va du RN jusqu'à certains membres de La France insoumise. Parmi les politiques qui ont voulu jouer la carte du professeur populaire supposé se battre contre les élites, on trouve bien évidemment le FN/RN. Ainsi dès le 30 mars, Marine Le Pen prend le parti du traitement du professeur contre le gouvernement et le Conseil scientifique auquel elle n'accorde pas énormément de crédit. Dernièrement, Jordan Bardella ira même jusqu'à dire que Didier Raoult "est peut-être à la médecine ce que nous sommes à la politique". Toute l'extrême droite parlementaire, de Debout la France à l'UPR en passant par le Parti Chrétien-Démocrate, donne dans le même opportunisme sans oublier d'y accoler son antisémitisme. Mais ce choix ne se limite pas uniquement à eux. Nombre de membres du parti Les Républicains sont aussi devenus des inconditionnels de la première heure. Et puisque l'électoralisme est sans limite, Didier Raoult compte même des membres de La République en marche (LRM) parmi ses soutiens avec notamment Yvon Berland, la tête de liste dans le quatrième secteur de Marseille.

Un messie proche du peuple récupéré par l'extrême droite.

L'extrême droite et les conspirationnistes de tous poils ont trouvé en Didier Raoult leur héros. Un véritable martyr persécuté parce qu'il s'en prendrait aux intérêts cachés du gouvernement

et du lobby pharmaceutique. C'est dans ce cadre que les antisémites voient dans le traitement bon marché du professeur une menace pour un supposé lobby juif qui serait aux commandes de l'industrie pharmaceutique. Ainsi, Civitas et d'autres n'ont pas hésité à reprocher au docteur Yves Lévy, époux d'Agnès Buzyn de tout faire pour discréditer le professeur. Et on a beau essayer de faire dans la dédramatisation, il n'y a rien à faire le FN/RN n'arrive pas à se débarrasser de son vrai visage,

celui d'un parti antisémite. Gilbert Collard s'est ainsi fait l'écho d'un pseudo conflit conspirationniste entre le « couple Buzyn-Lévy contre le Professeur Raoult ». Un thème très largement repris notamment par d'autres. L'abject chef d'Égalité et Réconciliation, Alain Soral, voit en Raoult, « le Dieudonné de la médecine » qui incarne la « lutte entre le peuple du bon sens » et « le gang Buzyn-Lévy et toute la clique qui représentent Big Pharma le nouvel ordre mondial ». De son côté, son compère Dieudonné, appelle à signer une pétition lancée par son ancien avocat François Dangelhant pour nommer Didier Raoult ministre de la Santé. Aujourd'hui c'est Michel Onfray qui lui offrirait bien ce poste puisqu'il vient de recruter le professeur comme auteur dans sa revue souverainiste, Front populaire.

Ne pas se laisser avoir par l'imposture sociale de l'extrême droite.

Dans cette histoire, l'extrême droite a vu une nouvelle occasion de redorer sa posture pseudo sociale. Puisque l'image du bon docteur Raoult se répand dans la population, l'extrême droite française comme d'autres ailleurs s'en donne à cœur joie pour soutenir leur nouveau messie.

Si nous aussi avons de bonnes raisons de critiquer la gestion de la pandémie par Macron et son gouvernement, il est plus que nécessaire de ne pas tomber dans le piège du soutien à tout crin. Disons-le clairement, le professeur au protocole miraculeux est loin d'être un exemple de vertu scientifique. Une enquête de Mediapart est venue sérieusement pondérer son travail qui est loin de toute critique. Des tests récents viennent aussi prouver que le traitement dispensé à l'IHU n'avait rien de miraculeux et pouvait même être potentiellement dangereux. Ce n'est pas parce que nous sommes en période de crise qu'il faut oublier que la recherche médicale a besoin de temps et de moyens. Le



fait que le FN/RN se mette à soutenir les personnels soignants et l'hôpital est un véritable gag au regard des positions économiques que défend ce parti depuis sa création. Comment conjurer un système de santé solide tout en réclamant la baisse des « charges » ? Ce sont pourtant bien les cotisations sociales qui financent la protection sociale et particulièrement l'assurance maladie.

Comprendre notre société est essentiel à notre action syndicale. C'est en cela que le complotisme est notre ennemi. Tout simplement parce qu'il brouille les cartes en mélangeant des faits aux

LES RÉSURGENCES DU BASTION SOCIAL

Le 24 avril 2019, à la suite d'une série d'exactions commises par ses membres, le gouvernement dissout le mouvement néofasciste Bastion social et ses associations satellites. Ce dernier a été créé en 2017 et, s'inspirant en cela de la stratégie mise en œuvre dans les villes italiennes par le mouvement Casapound Italia, s'est implanté en particulier dans six villes françaises : Lyon, où le mouvement est fondé, Strasbourg, Aix, Chambéry, Marseille et Clermont-Ferrand.



La démarche du Bastion social, comme celle d'autres mouvements « nationalistes révolutionnaires », consiste en effet non pas à chercher à créer un parti de masse mais à tenter de s'implanter en profondeur dans la société. Son Manifeste proclame : « nous nous inscrivons dans la durée, le travail local et quotidien, l'action concrète de proximité ». Cela se traduit symboliquement par des maraudes et des distributions d'aide alimentaire aux « compatriotes » dans le besoin.

L'objectif politique est de profiter de l'affaiblissement du Rassemblement national, après la défaite électorale de Marine Le Pen aux présidentielles et le départ des souverainistes avec Philippot, pour tenter de rassembler les militant·es des divers groupuscules des extrêmes droites radicales. C'est ce qui explique qu'à côté des fondateurs issus pour la plupart du GUD on trouvait au Bastion social, suivant les régions, d'ex-militants de l'Action française, des anciens des Jeunesses nationalistes, des régionalistes d'extrême droite, ...

Cette orientation et ce fonctionnement permettent aux militants de reconstituer des structures locales peu de temps après la dissolution : il leur suffit de changer de nom et de tactique. C'est ce qu'explique l'ex-leader du Bastion social lyonnais à l'occasion des « Journées de synthèse nationaliste » qui se tiennent à Rungis en octobre 2019 : « Il nous faut repenser entièrement notre manière de militer et nos modes d'organisation en rompant avec le schéma classique des structures à échelle nationale fortement centralisées et hiérarchisées ». Il y aura donc à la place du Bastion un réseau d'organisations locales officiellement autonomes.

Ainsi, dès la mi-septembre 2019, une page Facebook appelée « Audace Lyon » présente une association du même nom, « composée de jeunes Lyonnais [...] une communauté militante s'inscrivant dans une dynamique de reconquête politique, sociale et culturelle à l'échelle locale », où on retrouve vite des

pires fantasmes (antisémitisme, islamophobie...) pour attiser la haine des autres, ce qui est son unique objectif. Pour nous syndicalistes de Solidaires, qui combattons l'exploitation capitaliste, il est fondamental que nos positions vis-à-vis de la gestion de la pandémie et plus globalement du traitement du secteur de la santé ne puissent pas être entachées. Dans ce sens, il nous appartient d'être très vigilant·es sur l'origine des informations que nous pouvons relayer. Et puisque cet ennemi avance souvent masqué, le mieux, dans le doute, est de s'abstenir de donner de l'audience à celles et ceux qui ne cherchent que ça pour véhiculer leur venin.

militants du Bastion social lyonnais et leurs méthodes : Audace reproduit dès le 15 septembre les maraudes en centre-ville.

Dans le même temps, à Strasbourg, c'est sous le nom de Vent d'Est que des militants recréent une association pour « la défense et la promotion du patrimoine culturel alsacien, la remise en cause du système mondialiste et la promotion du travail social et solidaire », à quoi ils ajoutent une « logique écologique » : « la préservation de notre sol, du salut de notre terre, de notre communauté ». En janvier 2020, ils annoncent avoir ouvert un local à Ostwald, petite ville de la communauté urbaine de Strasbourg, mais celui-ci doit fermer dès le 29 janvier à la demande du propriétaire intervenant suite à des mobilisations antifascistes.

Le 21 octobre, d'anciens militants du Bastion social d'Aix et de Marseille (souvent ex-membres de l'Action française) créent le groupe Tenesoun, « une communauté militante et enracinée », et ouvrent à Aix-en-Provence un local où ils organisent réunions et conférences.

A Chambéry enfin, le Bastion social était né du groupe nationaliste Edelweiss Pays-de-Savoie : les militants ont simplement repris leur nom d'origine et leurs comptes sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, à côté de ces groupes qui constituent autant de résurgences du Bastion social, en gravitent d'autres, moins identifiés mais aussi virulents. Ainsi le groupe toulousain des Tolosates, bien que créé le 12 avril 2019, avant donc la dissolution du Bastion, se situe ouvertement « dans la continuité du Bastion Social » dont il reprend le slogan « Les nôtres avant les autres », les couleurs rouge et bleu du logo et les distributions de nourriture aux « plus démunis, en appliquant la préférence nationale ».

Plus récemment, l'ouverture, le 29 février 2020, d'un local dans la commune de Larajasse, à 45 kilomètres de Lyon, par une association Terra Nostra - Monts du lyonnais prétendant « défendre et transmettre le mode de vie rural, les traditions françaises et locales » a été largement relayée sur les réseaux sociaux des anciens du Bastion¹. A Lyon même, des groupuscules comme Lyon populaire ou Jeunesse Lyon (qui a revendiqué l'attaque d'un bar lyonnais du quartier de la Croix-Rousse le 19 décembre 2019) se rattachent à la même mouvance.

On est là toujours dans la logique qui présidait à la création du Bastion social : implanter localement, sous couvert d'associations régionalistes, culturelles ou sociales, des structures militantes d'accord sur la démarche même si existent entre elles des divergences doctrinales. Le nouveau fonctionnement en réseau, plus difficilement reconnaissable, n'en est que plus dangereux.

¹ La municipalité est opposée à cette implantation et avait appelé à un rassemblement le 29 février. Des procédures administratives sont en cours.

LA CAGOLE, UN FASCISME À LA FRANÇAISE. BD en trois tomes (deux tomes parus), Glénat.

En juin 1936, des dissidents de l'Action Française fondent l'OSARN (Organisation Secrète d'Action Révolutionnaire Nationale) plus connue sous le surnom dédaigneux de la Cagoule. Motivée par l'anticommunisme, proche du fascisme italien et du franquisme, ce groupuscule d'extrême droite antisémite mène des actions terroristes de déstabilisation de la République, des assassinats politiques et une tentative de manipulation de l'armée.

Cette BD en 3 tomes s'emploie à raconter cette histoire.

À la suite du suicide du ministre de l'intérieur du Front populaire Roger Salengro, son successeur Marx Dormoy cherche des responsables du côté de la droite et charge le commissaire Mondanel de l'affaire.

Les scénaristes exploitent la tension entre les motivations politiques de Dormoy et l'enquête policière de Mondanel. Ils évitent ainsi l'écueil des BD historiques habituelles au côté didactico-chiant plan-plan. Ici, la plongée dans les années 30 prend des allures de polar. Les scénaristes restituent l'ambiance, les décors et les personnages réels de l'époque tout en forçant le trait (de leur propre aveu) sur certains faits ou person-

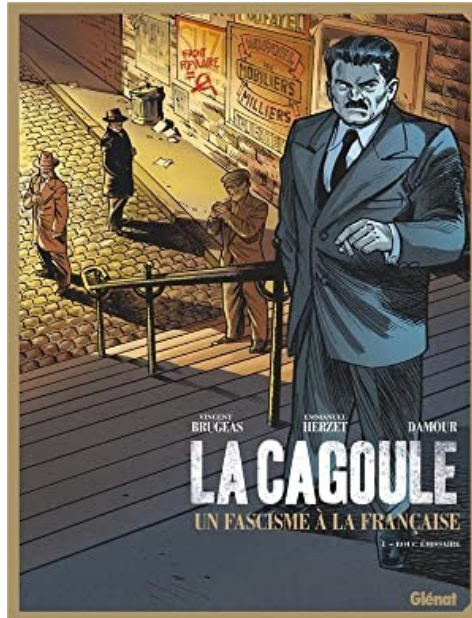
nages pour un récit plus dynamique sans trahir fondamentalement l'histoire de la Cagoule. La BD rend notamment très bien compte du niveau de violence politique, physique et verbale de ces années-là, sans commune mesure avec ce que l'on peut vivre de nos jours.

Ces BD valent plus pour leur sujet, son traitement sous forme de polar et le récit que pour le dessin. Un peu figé ou approximatif, il est heureusement compensé par un beau découpage

assez cinématographique.

Les deux premiers tomes évoquent pour l'instant peu l'implication des milieux patronaux notamment d'entreprises comme Lesieur, L'Oréal ou Michelin comme bailleurs de fonds de la Cagoule contre la chienlit, ou comme pourvoyeurs de militants de l'OSARN. Nul doute que le troisième tome à paraître en juin dévoilera ces aspects. À noter que le premier tome est assorti d'une interview des auteurs et d'un cahier historique très bien fait qui montre le parcours des cagoulards entre gaullisme (par anti-communisme et germanophobie) et la Collaboration.

Enfin, pour les fans de BD, une très belle BD sortie en 89 évoque également l'OSARN (Les enquêtes de Jan Karta, Les jours de la cagoule)



A BREST COMME AILLEURS L'EXTRÊME DROITE N'EST PAS LA BIENVENUE

Le 30 janvier 2020, en pleine mobilisation contre la réforme des retraites, Marine Le Pen est venue soutenir sa candidate aux municipales. Le jeune groupe local de VISA 29, a pris l'initiative d'organiser un pique-nique antifasciste devant l'hôtel où elle devait donner sa conférence de presse. Pour les 18 organisations syndicales, politiques et associatives qui avaient appelé à la mobilisation (CGT, CNT, Ensemble, Europe écologie les verts, FSU, France insoumise, Génération S, LDH, Les Radicaux De Gauche du Finistère, MRAP, NPA 29, PCF, PS, Solidaires, UCL, UDB Alternative UBO, VISA 29) l'objectif était d'affirmer que les positions du FN/RN durant la mobilisation contre la réforme des retraites étaient une véritable imposture sociale. Le FN/RN ne défend pas les « intérêts communs » puisque son programme économique et social reste basé sur la discrimination et la "préférence nationale" qui divisent toutes les travailleurs-euses. Marine Le Pen et ses sbires ont soif de pouvoir et veulent juste récupérer les voix de celles et ceux qui défilaient dans les rues depuis plusieurs mois.

Cette mobilisation organisée en quelques jours a finalement réuni plus de 200 personnes. Pour Solidaires Finistère c'est la preuve de la pertinence d'avoir une structure intersyndicale antifasciste capable de réagir rapidement face à l'extrême droite. Et que dans cet objectif nous devrions toutes construire des groupes VISA locaux afin de répondre de manière unitaire à la haine que propage l'extrême droite.

L'extrême droite reste le premier ennemi des travailleurs-euses. C'est d'ailleurs le président du RN au conseil régional de Bretagne qui est lui-même venu nous le rappeler juste avant notre mobilisation. Dans un tweet daté du 29 janvier, Gilles Pennelle



s'exprimait ainsi : « Ces "associations" de gauche qui menacent la liberté d'expression, la démocratie et la République seront mises au pas quand le RN sera au pouvoir....très bientôt ! ». La dédramatisation du FN/RN est un leurre et il nous appartient, à nous, syndicalistes, de continuer le combat contre la peste brune.

Union
syndicale
Solidaires

31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris

tel : 01 58 39 30 20 - fax : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org - www.solidaires.org

Pour contacter Solidaires Antifa : contactantifa@solidaires.org